

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

|              |  |
|--------------|--|
| Suchabfrage  | <b>20.04.2024</b>  |
| Thema        | <b>Landesverteidigung</b>  |
| Schlagworte  | <b>Schiesswesen, Cassis de Dijon, Emissionshandel, Migrationspolitik, Beziehungen zur Europäischen Union (EU), Fischerei</b> |
| Akteure      | <b>Keine Einschränkung</b>   |
| Prozesstypen | <b>Keine Einschränkung</b>   |
| Datum        | <b>01.01.1998 – 01.01.2018</b>   |

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Barras, François  
Burgos, Elie  
Huguenet, François  
Schnyder, Sébastien  
Schubiger, Maximilian

## Bevorzugte Zitierweise

Barras, François; Burgos, Elie; Huguenet, François; Schnyder, Sébastien; Schubiger, Maximilian 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Landesverteidigung, Schiesswesen, Cassis de Dijon, Emissionshandel, Migrationspolitik, Beziehungen zur Europäischen Union (EU), Fischerei, 1998 – 2017*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 20.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

|                                     |   |
|-------------------------------------|---|
| <b>Allgemeine Chronik</b>           | 1 |
| <b>Landesverteidigung</b>           | 1 |
| Landesverteidigung und Gesellschaft | 1 |
| Militäreinsätze                     | 4 |
| Militärorganisation                 | 6 |
| Ausrüstung und Beschaffung          | 6 |

## Abkürzungsverzeichnis

|                |   |
|----------------|---|
| <b>VBS</b>     | Eidgenössische Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport |
| <b>UNO</b>     | Organisation der Vereinten Nationen                                       |
| <b>SiK-SR</b>  | Sicherheitspolitische Kommission des Ständerates                          |
| <b>ETH</b>     | Eidgenössische Technische Hochschule                                      |
| <b>UREK-NR</b> | Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie des Nationalrates          |
| <b>UREK-SR</b> | Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie des Ständerates            |
| <b>SiK-NR</b>  | Sicherheitspolitische Kommission des Nationalrates                        |
| <b>EU</b>      | Europäische Union   |
| <b>NATO</b>    | North Atlantic Treaty Organization  |
| <b>EVA</b>     | Europäische Verteidigungsagentur  |
| <b>MG</b>      | Bundesgesetz über die Armee und die Militärverwaltung (Militärgesetz)     |

---

|                 |  |
|-----------------|--|
| <b>DDPS</b>     | Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports                 |
| <b>ONU</b>      | Organisation des Nations unies   |
| <b>CPS-CE</b>   | Commission de la politique de sécurité du Conseil des Etats  |
| <b>EPF</b>      | École polytechnique fédérale   |
| <b>CEATE-CN</b> | Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national  |
| <b>CEATE-CE</b> | Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil des Etats |
| <b>CPS-CN</b>   | Commission de la politique de sécurité du Conseil national   |
| <b>UE</b>       | Union européenne   |
| <b>OTAN</b>     | L'Organisation du traité de l'Atlantique nord  |
| <b>AED</b>      | Agence européenne de défense   |
| <b>LAAM</b>     | Loi fédérale sur l'armée et l'administration militaire (Loi sur l'armée)                           |

# Allgemeine Chronik

## Landesverteidigung

### Landesverteidigung und Gesellschaft

#### MOTION

DATUM: 29.04.1998  
FRANÇOIS HUGUENET

**Le Conseil des Etats a transmis une recommandation Loretan** (prd, AG) qui invite le Conseil fédéral à modifier l'ordonnance sur la protection contre le bruit. Ainsi, les installations de tir devant être assainies contre les nuisances sonores bénéficieront du même régime que les routes et les installations ferroviaires, soit d'une prolongation de cinq ans (jusqu'en 2007) du délai de réalisation des aménagements. Par ailleurs, la Confédération devra assainir contre le bruit des centaines de logement voisins des aérodromes militaires, ceci afin de répondre aux prescriptions en vigueur.<sup>1</sup>

#### STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 31.03.2009  
SÉBASTIEN SCHNYDER

Au mois de mars, les résultats de l'enquête «**Sécurité 2009**», une enquête d'opinion menée chaque année par le Centre de recherches sur la politique de sécurité et l'Académie militaire de l'Ecole polytechnique fédérale de Zürich (EPFZ), ont été rendus publics. En 2009, le sentiment général de sécurité des Suisses a atteint le pic enregistré en 2008: 90% des personnes interrogées ont affirmé se sentir «très en sécurité» ou «plutôt en sécurité». Seul 1 % des Suisses ne se sentaient «pas du tout en sécurité». En ce qui concerne les engagements militaires dans le cadre d'alliances et de l'ONU, les engagements dans le cadre de l'ONU ont continué à être plus soutenus qu'une coopération en matière de politique de sécurité dans le cadre de l'OTAN ou d'une armée européenne. Ainsi, le taux d'approbation des troupes suisses de promotion de la paix au profit de l'ONU était majoritaire (53% en 2009, soit -1% par rapport à 2008) mais restait toutefois en diminution constante, tandis qu'une augmentation du taux d'approbation d'un rapprochement avec l'OTAN s'est dessinée (38%, +4%) sans pour autant plébisciter une adhésion au traité lui-même (21%). La proportion d'avis favorable aux engagements armés à l'étranger a quant à elle diminué par rapport à l'année précédente (36%, -3%). Concernant les collaborations au sein de l'Europe, seule une minorité des sondés a souhaité que la Suisse participe à la constitution d'une armée européenne (24%) et les opinions restaient majoritairement favorables à des coopérations multiples avec des Etats européens même si la tendance était significativement à la baisse depuis 2001. En matière d'autonomie nationale, si une moitié des sondés a considéré que la Suisse ne devait compter que sur sa propre défense nationale (50%, -3%), une majorité d'entre eux a estimé que la sécurité nationale était de plus en plus influencée par d'autres Etats (52%, 0%). Au demeurant, l'utilité de l'armée s'est elle renforcée par rapport à l'année précédente. Ainsi, une forte majorité des personnes interrogées était d'avis que l'armée était «absolument indispensable» ou «plutôt indispensable» (75%, +6%). Seul 13% des personnes sondées ont estimé que l'on pouvait supprimer l'armée. Le nombre de partisans d'une armée de métier est resté stable après le recul recensé l'année précédente (42%, +1%). Ils étaient de la sorte sensiblement moins nombreux que les partisans d'une armée de milice (51%, 0%). Par ailleurs, le nombre des sympathisants de la suppression de l'obligation de servir et de l'introduction d'un service militaire volontaire a enregistré un léger renforcement par rapport à 2008, de 42% à 44%. L'obligation de servir restait toutefois plus forte (47%). Depuis plusieurs années, la tendance indiquait que le budget alloué à l'armée était estimé trop élevé. Cependant, pour la première fois, une plus forte proportion des sondés a considéré les dépenses de l'armée «raisonnables» (46%, +4%) par rapport à ceux qui les ont jugées trop élevées (40%, -5%). L'efficacité de l'armée a été évaluée pour l'année sous revue par l'échantillon représentatif de la population suisse comme cela l'avait été fait en 1995, 1998 et 2003. Il en est ressorti que malgré une estimation positive de l'équipement (74%) et de l'instruction (59%), une minorité des sondés ont jugé la motivation des militaires comme «bonne» ou «plutôt bonne» (41%). Finalement, en comparaison avec les moyennes des années 1995 à 2009, l'armée a obtenu de moins bons résultats en terme de confiance de la part des sondés bien qu'ils lui aient accordé une confiance considérée comme moyenne.<sup>2</sup>

Les résultats de l'enquête «Sécurité 2010», une enquête d'opinion menée chaque année par le Centre de recherches sur la politique de sécurité et l'Académie militaire de l'École polytechnique fédérale de Zürich (EPFZ), ont été rendus publics. Les personnes interrogées se sentent un peu moins en sécurité que l'année précédente. Seules 88% d'entre elles se déclarent sereines et optimistes concernant la sécurité personnelle et seulement 69% le sont au sujet de l'avenir du pays. Pareillement, 48% d'entre elles estiment que la situation internationale ne changerait pas. S'agissant de l'armée, 74% des sondés estiment que l'armée est nécessaire et 71% d'entre eux considèrent qu'il est utile qu'elle soit bien instruite et bien équipée. Toutefois, 46% la jugent trop volumineuse. La moitié des personnes interrogées estiment encore que le budget de la Défense doit se maintenir au même niveau que les années précédentes, alors qu'un cinquième juge qu'il doit augmenter et un autre cinquième qu'il doit diminuer. Par ailleurs, le modèle de l'armée de milice est soutenu par 50% des sondés alors que celui d'une armée professionnelle par 44%. La suppression de l'obligation générale de servir a été défendue par 45% des personnes consultées (+1% par rapport à 2009). Au demeurant, les sondés semblent méfiants face aux engagements à l'étranger, seulement 56% d'entre eux les ont approuvés. A ce sujet, ils ne sont pas unanimes concernant les questions touchant le nombre, l'utilisation des armes, ainsi que l'impact sur la neutralité et la solidarité internationale. Les rapprochements politiques avec l'UE et l'OTAN sont vus avec scepticisme. Ils sont exclusivement appuyés par respectivement 50% et 40% de la population interrogée. Les adhésions à ces mêmes organisations ne sont soutenues respectivement que par 31% et 21% des citoyens consultés. Ainsi, leur majorité semble souhaiter le maintien d'une collaboration internationale sans lien institutionnel qui touche à la souveraineté helvétique. Du reste, 72% des personnes interrogées sont favorables au libre choix entre le service civil et militaire et 59% d'entre elles considèrent nécessaire de devoir justifier l'incorporation au service civil par des problèmes de conscience. Finalement, si la confiance en l'armée a augmenté de 0,2% par rapport à 2009, elle reste modeste tout en étant au-dessous de la moyenne des années précédentes.<sup>3</sup>

Adrian Amstutz (svp, BE) wollte mit einer 2015 eingereichten parlamentarischen Initiative darauf hinwirken, dass **Feldschiessen und historische Schiessen auch nach 2020** weiterhin möglich sein werden. Das von 41 Nationalrätinnen und Nationalräten, vorwiegend Angehörige der SVP Fraktion, mitunterzeichnete Anliegen zielte auf eine Änderung des Umweltschutzgesetzes. Dort soll ein Passus angepasst werden, wonach der Bund Sanierungen von belasteten Standorten unterstützen soll. Der Vorstoss bezog sich auf Örtlichkeiten, an denen jährlich höchstens ein Schiessanlass stattfindet. Die gegenwärtige Regelung schloss Unterstützungsleistungen des Bundes nach Ende 2020 aus. Der Initiator machte geltend, dass solche Anlässe, besonders Feldschiessen und historische Schiessen, ein wichtiges Kulturgut zur Pflege der Geschichte seien. Es sind indes auch Anlässe, an denen nicht in Schiessplätzen oder Schiessanlagen geschossen wird, sondern ausnahmsweise ausserhalb solcher, was tatsächlich zu Belastungen führen könne. Da gemäss Umweltschutzbestimmungen nur finanzielle Unterstützung gesprochen wird, wenn nach einer Sanierung nicht mehr an den betreffenden Standorten geschossen wird, hatte der Kanton Bern bereits begonnen, Schiessanlässe zu verbieten. Amstutz war der Meinung, dass eine "Verabsolutierung des Umweltschutzes" unverhältnismässig sei.

Die Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie des Nationalrates hatte der Initiative Folge geleistet. Sie war der Meinung, dass solche Volksveranstaltungen nicht aus finanziellen Gründen gefährdet werden sollen, seien sie doch Teil des kulturellen Erbes unseres Landes. Mit 15 zu 8 Stimmen fiel die Kommissionsempfehlung zugunsten des Vorstosses recht deutlich aus (1 Enthaltung).<sup>4</sup>

**Feldschiessen und historische Schiessen auch nach 2020** noch zu ermöglichen, wurde auch von der UREK-SR gutgeheissen, die sich Anfang 2017 mit einer parlamentarischen Initiative Amstutz (svp, BE) befasste. Sie unterstützte wie bereits ihre Schwesterkommission das Anliegen und gab der Initiative mit 7 zu 4 Stimmen und einer Enthaltung Folge.<sup>5</sup>

#### MOTION

DATUM: 15.03.2017  
MAXIMILIAN SCHUBIGER

**Wir lassen uns nicht durch die EU entwaffnen!**, war die Kampfansage Werner Salzmanns (svp, BE) und gleichzeitig Titel seiner Motion. Der Präsident der Berner SVP-Kantonalsektion und des Berner Schiesssportverbands nahm sich damit eines grösseren Anliegens an: 101 Nationalrätinnen und Nationalräte hatten die Motion mitunterzeichnet. Ursache für diesen Anstoss waren Bestrebungen der EU, ihr Waffenrecht anzupassen. Schengen-Richtlinien könnten zur Folge haben, dass Schützinnen und Schützen ihre Waffen nicht mehr bei sich zu Hause lagern dürfen. Salzmann selbst sprach von einer Entwaffnung. Der Bundesrat soll gemäss seinem Vorstoss mit anderen EU-Ländern in Kontakt treten, welche einer Verschärfung des Waffenrechts ebenfalls kritisch gegenüberstehen, um einen "koordinierten Widerstand" zu ermöglichen. Sein Ziel: Das Schweizer Waffenrecht soll unangetastet bleiben. Salzmann griff in seiner Begründung auch auf ältere Vorstösse zurück, in denen der Bundesrat in seinen Augen nur unbefriedigende Antworten gegeben hatte. Der Bundesrat nahm mit einer sehr kurzen Erklärung Stellung und beantragte die Annahme der Motion, auch wenn bereits Anstrengungen diesbezüglich angelaufen waren. Es schien dem Bundesrat ein Anliegen zu sein, nationale Gepflogenheiten und Traditionen zu schützen und die durch die EU-Waffenrichtlinie angestrebte Sicherheit dergestalt umzusetzen, dass eben diese Brauchtümer nicht infrage gestellt werden. Nachdem die Nationalrätinnen Mazzone (gp, GE) und Seiler Graf (sp, ZH) die Motion bekämpft hatten, befasste sich das Ratsplenum im März 2017 mit der Motion. Nach einiger Diskussion – man hielt sich am wiederkehrenden Argument eines allfälligen "EU-Diktats" auf – blieb Salzmann mit seinem Anliegen jedoch klarer Sieger. Seine Motion passierte im Nationalrat mit 118 zu 58 Stimmen bei 3 Enthaltungen.<sup>6</sup>

#### PARLAMENTARISCHE INITIATIVE

DATUM: 28.08.2017  
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Die UREK des Nationalrates und des Ständerates hatten beide eine Parlamentarische Initiative **„Feldschiessen und historische Schiessen auch nach 2020“** von Adrian Amstutz (svp, BE) gutgeheissen, so dass der Ausarbeitung eines Gesetzesentwurfs eigentlich nichts im Wege stand. Die mit dieser Aufgabe betraute UREK-NR kam jedoch auf den Entscheid zurück und beantragte mit 13 zu 11 Stimmen die Abschreibung der Initiative.

Amstutz hatte den Vorstoss eingereicht, weil ein Passus im Umweltschutzgesetz finanzielle Zuwendungen zur Sanierung von Schiessanlagen nach 2020 nicht mehr vorsah. Dadurch würden zahlreiche Standorte für Feldschiessen wegfallen. Die UREK hatte inzwischen verschiedene Abklärungen getroffen, die sie zur Überzeugung brachten, die Initiative nicht weiter zu unterstützen. Ein entscheidendes Kriterium bei der Beurteilung der Umweltverträglichkeit solcher Schiessanlässe ist die Bodenbelastung durch eintretende Bleiprojektile. Zur Verhinderung zu starker Verschmutzungen werden in der Regel Kugelfänge installiert, fest installierte oder auch mobile, wie sie an einzelnen Anlässen zur Bewilligungserteilung Pflicht sind. Wo solche Vorrichtungen nicht eingesetzt werden, gelangen die Geschosse in den Boden (an rund 35 Anlässen ist dies der Fall). Da die Kommission mehrheitlich der Ansicht war, eine solche Belastung sei nicht verantwortbar, wollte sie die Initiative fallen lassen. Die geforderte Gesetzesänderung sei unverhältnismässig. Andere geprüfte Massnahmen, beispielsweise eine Subvention an nicht ausgerüstete Standorte für temporäre Kugelfänge, wurden verworfen. Ebenso wurde ein Aufschub der Frist als nicht zielführend erachtet. Eine Kommissionsminderheit Imark (svp, SO) wollte die Initiative erhalten mit dem Argument, dass das kulturelle Erbe solcher Schiessfeste hochzuhalten sei.<sup>7</sup>

#### MOTION

DATUM: 11.09.2017  
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Nachdem der Nationalrat den Ausruf seines Mitglieds Werner Salzmann (svp, BE), **"Wir lassen uns nicht durch die EU entwaffnen!"** geteilt und die gleichnamige Motion angenommen hatte, wehte im Ständerat ein anderer Wind. Bereits in der vorberatenden SiK zeichnete sich ab, dass das Anliegen in der kleinen Kammer im Gegenwind stehen würde. Zwar hatte die grosse Kammer das Geschäft im Sinne des Bundesrates angenommen, im Ständerat wurde jedoch mit 8 zu einer Stimme seitens der Kommission die Ablehnung der Motion beantragt. Die ablehnende Haltung war indes nicht materieller Natur, sondern die SiK war inzwischen zum Schluss gekommen, dass die Ziele der Motion weitgehend erfüllt seien, beziehungsweise dass sie im Begriff seien, Eingang in die Vorlage des Bundesrates zu finden. Die Verhandlungen seien so weit fortgeschritten, dass die Umsetzungsnorm eine „Lex Helvetica“ zulassen würde. Damit könnten die Anpassungen im Waffenrecht so übernommen werden, dass die schweizerischen Besonderheiten und Traditionen berücksichtigt werden könnten. Die zu behandelnde Vorlage wurde für das Frühjahr 2018 erwartet. Die Plenardebatte war dann von kurzer Dauer. Kommissionssprecher Baumann (cvp, UR)

legte die Sichtweise der SiK dar, während Ständerat Dittli (fdp, UR) sich für eine Annahme der Motion aussprach. Er bekannte sich auch zur einen Gegenstimme gegen den Ablehnungsantrag. Seine Haltung begründete er mit der Signalwirkung, die eine Ablehnung der Motion zur Folge hätte. Stattdessen müsse der Ständerat die Motion ebenfalls annehmen, um den Druck aufrecht zu erhalten und tatsächlich auf eine Kompatibilität der Waffenrichtlinie mit Schweizer Traditionen hinzuwirken. Justizministerin Sommaruga äusserte sich abschliessend etwas zweideutig zum vorliegenden Geschäft; gemäss ihrer Aussage mache es keinen Unterschied, ob die Motion im Ständerat angenommen oder abgelehnt werde, weil die Vorbereitungen für das revidierte Waffenrecht bereits so weit fortgeschritten seien, dass das Anliegen obsolet geworden sei. Die Regierung habe sich bemüht, eine pragmatische Umsetzung vorzuschlagen. Ohnehin gehe diese noch in die Vernehmlassung und sowohl Kantone als auch betroffene Organisationen können sich dannzumal selbst auch noch dazu äussern. Die Mehrheit des Ständerates vertraute den Äusserungen der Bundesrätin und lehnte die Motion ab. Mit 29 zu 13 Stimmen und zwei Enthaltungen wurde die Motion kassiert.<sup>8</sup>

**PARLAMENTARISCHE INITIATIVE**  
DATUM: 15.12.2017  
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Ob **Feldschiessen und historische Schiessen auch nach 2020** noch erlaubt bleiben sollen, beschäftigte den Nationalrat im Dezember 2017. Die parlamentarische Initiative von Adrian Amstutz (svp, BE) sorgte schon mehrfach für Gesprächsstoff. Nachdem sich das Geschäft zunächst auf gutem Wege befand und beide Kommissionen ihr Einverständnis gegeben hatten, kam die UREK der Volkskammer noch einmal auf ihren Entscheid zurück und wollte das Geschäft abschreiben, vor allem wegen Bedenken bezüglich der Umweltverträglichkeit. Eine Kommissionsminderheit Imark (svp, SO) stellte sich dagegen, weswegen nun das Plenum darüber zu befinden hatte. Und dieses drehte den Daumen nach oben: Die Initiative wurde nicht gebodigt, mit 117 zu 73 Stimmen und einer Enthaltung sprach sich die grosse Kammer für solche Schiessanlässe aus.

Dem Verdikt war jedoch eine längere Debatte vorausgegangen: Der Initiant selbst äusserte sein Erstaunen über die Diskussion, die sein Vorstoss ausgelöst hatte; man mache aus einer Mücke einen Elefanten, erklärt er. Kommissionssprecher Bäumle (glp, ZH) konnte mit der Kommissionsmeinung offensichtlich nur eine Minderheit des Rates überzeugen. Obwohl sich die UREK mit verschiedenen Lösungsansätzen befasst hatte – vorwiegend waren finanzielle Subventionen diskutiert worden, die jedoch so kleine Beträge umfassten, dass es sich nicht lohnte, dafür ein neues Gesetz zu erlassen – war sie zum Schluss gekommen, die Initiative fallen zu lassen. Die historischen Schiessen erachtete sie nicht als gefährdet und Standorte für die Feldschiessen seien weitgehend mit den nötigen Massnahmen ausgestattet. Amstutz (svp, BE) konnte sein Geschäft dann selber „verteidigen“, da der Minderheitssprecher Imark (svp, SO) abwesend war. Es ginge nicht um Umweltschutz, so der Berner, sondern um die Kostenfrage. Schiessen dürfe man ohnehin. Es blieb jedoch vorerst eine gewisse Unklarheit im Raume stehen, weil Bäumle und Amstutz mit unterschiedlichen Beträgen zwischen wenigen tausend Franken (Bäumle/Kommission) und knapp einer Million (Amstutz) argumentierten. Eine genaue Auflösung dieser divergierenden Ansichten wurde nicht vorgenommen und der Rat folgte der Kommissionsminderheit. Die offenen Fragen zum Finanzbedarf bei Schiessplatz-Sanierungen dürfte bei der Ausarbeitung des Gesetzesentwurfs also noch für Gesprächsbedarf sorgen.<sup>9</sup>

### Militäreinsätze

**BUNDESRATSGESCHÄFT**  
DATUM: 28.12.2004  
ELIE BURGOS

Confirmant la décision prise à l'unanimité par le Conseil des Etats lors de sa session de mai, le Conseil national a accepté en décembre l'«arrêté fédéral sur l'engagement en faveur de la paix de militaires de l'armée suisse dans la Force multinationale de l'Union européenne «European Union Force» (EUFOR) en Bosnie-Herzégovine» par 93 voix contre 66 et 1 abstention, et cela malgré l'opposition de la grande majorité des députés UDC, des Verts et d'une petite partie des socialistes. **Cet arrêté permet à la Suisse d'envoyer jusqu'à 20 militaires** à l'étranger pour des missions de liaison et d'observation. La Suisse a déjà été sollicitée par le Royaume-Uni pour participer à la brigade britannique de l'EUFOR.<sup>10</sup>



#### INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 03.04.2009  
SÉBASTIEN SCHNYDER

En avril, la Confédération a annoncé le rappel du détachement aérien suisse qui participait à la mission **EUFOR Althea** depuis 2005. Le DDPS a invoqué l'impossibilité de garantir un engagement sur le plan du personnel et la nouvelle orientation que prenait la mission EUFOR Althea au vu de l'amélioration de la situation en matière de sécurité. Les deux hélicoptères de transports de type Cougar ont ainsi été rapatriés en septembre. L'UE avait également fortement réduit la présence de ses troupes de 6'300 à 2'200 hommes.<sup>11</sup>

#### BUNDESRATSGESCHÄFT

DATUM: 22.04.2009  
SÉBASTIEN SCHNYDER

Au printemps de l'année sous revue et après de multiples reports, le Conseil fédéral a présenté son message concernant **l'engagement de l'armée** en service d'appui à l'étranger **dans le cadre de l'opération «NAVFOR Atalanta»** de l'UE (opération Atalante) **et la modification de la loi sur l'armée et l'administration militaire (LAAM)**. Le message comporte deux volets. Le premier propose la participation de 30 militaires suisses pour une année à l'opération Atalante suite à l'invitation du Conseil de sécurité de l'ONU à contribuer à la sécurisation de la Corne de l'Afrique et du golfe d'Aden contre la piraterie. L'objectif de l'opération était d'escorter les convois du Programme alimentaire mondial (PAM) en embarquant sur des navires de guerre européens. Le projet s'inscrivait dans les services d'appui aux opérations d'aide humanitaire et à la sauvegarde d'intérêts suisses à l'étranger et était devisé à près de 9,8 millions de francs (projet 2). Le second volet propose de modifier la LAAM dans le but de permettre la participation par des moyens militaires à des opérations internationales de police qui satisfont aux principes de politique extérieure et de sécurité lorsque les intérêts helvétiques sont menacés. Cette modification visait à contribuer aux opérations de polices de la communauté internationale au vu des bénéfices que la Suisse pouvait en retirer notamment pour son économie (projet 1).<sup>12</sup>

#### INTERPELLATION / ANFRAGE

DATUM: 19.08.2009  
SÉBASTIEN SCHNYDER

En août, le Conseil fédéral a répondu à une interpellation Widmer (ps, LU) qui souhaitait connaître l'avancement des travaux en vue d'une collaboration, qualifiée de prioritaire par le Conseil fédéral, avec la nouvellement créée **Agence européenne de défense** (AED). Le Conseil fédéral a répondu qu'aucune négociation n'était en cours avec l'EDA mais qu'il était conscient de l'intérêt de l'industrie suisse pour cette collaboration.<sup>13</sup>

#### BUNDESRATSGESCHÄFT

DATUM: 16.09.2009  
SÉBASTIEN SCHNYDER

Au **Conseil national**, la commission de politique de sécurité (CPS-CN) a recommandé par 12 voix contre 6 de ne pas entrer en matière concernant l'opération Atalante de l'UE (projet 2). Hostile à tout engagement militaire ou activité militaire à l'étranger, le groupe UDC a demandé la création d'une base légale solide pour l'engagement de militaires à l'étranger avant même l'envoi d'un contingent militaire au sein de l'opération Atalante, il a donc proposé de renvoyer le débat à la session de septembre. Le groupe écologiste s'est opposé à l'entrée en matière sur le projet Atalante (projet 2) au vu de l'absence de compétences maritime des militaires suisses. Il a recommandé de renforcer l'action de la Confédération dans la promotion de la paix et l'appui à la médiation. La cheffe du DFAE a rappelé les 10 ans de présence de la coopération suisse au développement en Somalie et le besoin de stabilité pour mettre en place ses activités. Elle a ajouté que depuis 10 ans c'était la première fois que ses activités ne pouvaient être menées. L'entrée en matière a été refusée par 103 voix contre 84, seule une petite majorité du groupe socialiste et les groupes PDC et PLR se sont ralliés au projet du Conseil fédéral. Concernant le projet de modification de la LAAM, la majorité de la CPS-CN a recommandé de ne pas entrer en matière car la modification proposée permettait un engagement militaire sans mandat exprès de l'ONU. Les groupes socialiste, vert, PLR, PDC et PBD ont appuyé la majorité de la commission. Le Conseil National a donc refusé d'entrer en matière sur cet objet et a renvoyé le débat à la sortie du nouveau rapport sur la politique de sécurité prévue en décembre.<sup>14</sup>

#### POSTULAT

DATUM: 01.06.2011  
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Der Ständerat überwies am 1. Juni ein Postulat seiner Sicherheitspolitischen Kommission, in welchem der Bundesrat beauftragt wird, bis Ende 2013 einen Bericht vorzulegen, in dem er die Möglichkeiten und seine Strategie der künftigen **sicherheitspolitischen Kooperation mit Europa** darlegen soll. Die Schwerpunkte sollen dabei sein: Wie sich die Schweiz ausserhalb eines NATO- und EU-Beitrittes verstärkt an der Sicherheitsproduktion im europäischen Rahmen beteiligen könnte, in welche Richtung sich die Neutralitätspolitik weiter entwickeln sollte, wie eine weitergehende Kooperation konkret ausgestaltet werden könnte und welcher Mehrwert sich damit für

die schweizerische und europäische Sicherheit ergeben würde. Der Kommissionssprecher Bruno Frick (cvp, SZ) merkte in seiner Rede an, dass im Armeebericht 2010 eine Perspektive für die zukünftige Gestaltung der Sicherheitspolitik fehle und deshalb ein neuer Bericht in Auftrag gegeben werden müsse. Der Bundesrat anerkannte dieses Anliegen.<sup>15</sup>

### Militärorganisation

**MOTION**  
DATUM: 08.06.2001  
FRANÇOIS BARRAS

Par voie de motion, le conseiller national Pierre Chiffelle (ps, VD) a demandé au gouvernement d'examiner un **abandon des tirs obligatoires** auxquels chaque soldat est astreint. Le parlementaire, en argument principal, a avancé qu'une économie d'environ CHF 10 millions pourrait être réalisée en réformant un exercice selon lui inutilement contraignant. Sans entrer dans le débat des chiffres, Samuel Schmid a défendu l'importance de maintenir un niveau d'efficacité optimum via les tirs obligatoires, objectif qui n'est pas développé individuellement durant les cours de répétition. Cet exercice annuel est prévu dans le cadre d'Armée XXI, aussi pour conserver à chaque soldat une bonne connaissance des prescriptions de sécurité et une régulière maintenance technique de son arme. Au National, **la motion a été refusée** par 68 voix contre 45.<sup>16</sup>

### Ausrüstung und Beschaffung

**PARLAMENTARISCHE INITIATIVE**  
DATUM: 23.03.2007  
ELIE BURGOS

En début d'année, les deux conseillers nationaux Theophil Pfister (udc, SG) (Mo. 07.3228) et Jakob Büchler (pdc, SG) ont déposé conjointement des interventions visant à reporter à fin 2012 le **délai fixé pour l'assainissement des buttes pare-balles** dans les stands de tir. Le Conseil fédéral a proposé d'accepter ces deux interventions.<sup>17</sup>

**PARLAMENTARISCHE INITIATIVE**  
DATUM: 17.12.2008  
ELIE BURGOS

Le Conseil national a adopté à l'unanimité une initiative parlementaire Jakob Büchler (pdc, SG), qui proposait d'inscrire dans la loi la prolongation jusqu'en 2012 du délai imparti pour **l'assainissement des buttes pare-balles** dans les stands de tir.<sup>18</sup>

**PARLAMENTARISCHE INITIATIVE**  
DATUM: 20.03.2009  
SÉBASTIEN SCHNYDER

En mars, une initiative parlementaire Jakob Büchler (pdc, SG) qui avait été adoptée à l'unanimité au Conseil national au mois de décembre 2008 a été approuvée par le Conseil des Etats. Elle propose la **prolongation du délai d'assainissement des buttes pare-balles** dans les stands de tirs jusqu'à 2012, voire 2020 hors des zones de protection des eaux. Le Conseil des Etats a ainsi suivi le Conseil national malgré une proposition de la majorité de la commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE-CN) de ramener le délai de 2020 à 2016 hors des zones de protection des eaux.<sup>19</sup>

**VOLKSINITIATIVE**  
DATUM: 16.12.2009  
SÉBASTIEN SCHNYDER

En **réaction au dépôt de cette initiative**, le Conseil fédéral a demandé des optimisations afin d'augmenter la sécurité en ce qui concerne les armes d'ordonnance et le DDPS a lancé une consultation des directeurs cantonaux de la police et des affaires militaires ainsi que de la Fédération sportive suisse de tir. En avril, l'armée a décidé de retirer l'arme d'ordonnance à une centaine de militaires en raison de risques d'abus. Cette procédure fait notamment suite à l'assassinat d'une personne à un arrêt de bus à Zürich par un militaire en congé fin 2007. En août, Ueli Maurer a présenté des projets d'ordonnance en vue de prévenir les abus par des mesures militaires et civiles. Ainsi, il projette de donner la possibilité aux militaires de déposer volontairement leur arme d'ordonnance dans les arsenaux cantonaux dès 2010 et d'octroyer la compétence à l'armée de retirer l'arme à titre préventif à un soldat qui montre des signes de dangerosité. Il a proposé également d'obliger les autorités civiles, les médecins, les psychologues et les psychiatres civils à signaler à l'armée les cas potentiellement dangereux et de soumettre l'acquisition de l'arme d'ordonnance après les obligations militaires à un permis d'acquisition d'arme comme toute arme civile. Par ailleurs, le DDPS a proposé dans la révision de la LAAM (voir ici) de donner la possibilité à l'armée d'avoir accès au casier judiciaire afin de permettre des contrôles de sécurité relatif aux personnes (CSP). A la fin de l'année le Conseil fédéral a publié son message concernant l'initiative «Pour la protection face à la violence des armes» en recommandant de la rejeter.<sup>20</sup>

Im Berichtsjahr kam die Volksinitiative „Für den Schutz vor Waffengewalt“ an die Urne. Am 13. Februar waren die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger aufgerufen, sich zu dieser Frage zu äussern. Die Initiative sah strengere Gesetze vor, um den Missbrauch von Waffen zu verhindern. Das Volksbegehren wurde von der Stimmbevölkerung verworfen, welche damit dem Bundesrat, dem Parlament und den bürgerlichen Parteien folgte, die ein Nein empfohlen hatten (Resultate und weiterer Kommentar siehe hier). Im Vorfeld zur Abstimmung wurde eine emotionale Debatte geführt, die im Januar um einen Aspekt reicher wurde: Das VBS gab bekannt, dass seit 1969 über 4'500 Ordonnanzwaffen verloren gegangen waren. Vor allem im Zuge der Armee Reformen 1995 und 2004 seien zahlreiche Fälle hinzugekommen. Die Zahl der Waffenverluste sei aber über die Zeit kontinuierlich zurückgegangen. Da die Initiative eine Pflicht der Lagerung von Ordonnanzwaffen in den Zeughäusern vorsah, erhielt sie aufgrund dieser Meldung einigen Aufwind. Insbesondere die Schützenvereine stemmten sich gegen die Initiative, da die jährlich stattfindenden obligatorischen Schiessübungen essenziell für die Vereine seien, weil dadurch erhebliche Mittel in deren Kassen fliessen. Auch die Daseinsberechtigung des „Obligatorischen“ wurde in den Medien gelegentlich aufgegriffen.<sup>21</sup>

---

1) 24 Heures, 23.2.98.; BO CE, 1998, p. 479 ss.

2) Lit. Szvircsev Tresch und Wenger (2009). Sicherheit 2009

3) LT, 29.5.10.; Lit. Szvircsev Tresch und Wenger (2010). Sicherheit 2010.

4) Medienmitteilung UREK vom 7.11.16

5) Medienmitteilung UREK vom 20.1.17

6) AB NR, 2017, S. 458 ff.; BZ, 15.3.17

7) Bericht UREK-NR vom 28.08.2017

8) AB SR, 2017, S. 557 ff.; Bericht SiK-SR vom 18.8.17; CdT, 12.9.17

9) AB NR, 2017, S. 2180 ff.

10) BO CE, 2004, p. 571 ss.; BO CN, 2004, p. 2157 ss.; FF, 2004, p. 3063 ss.; FF, 2004, p. 6877 ss.

11) DDPS, Communiqué de presse, 3.4.09 (retrait); BaZ, 4.4.09; SZ, 6.10.09.

12) FF, 2009, p. 4041 ss. Voir presse d'avril à septembre 2009.

13) BO CN, 2009, p. 1810.

14) BO CN, 2009, p. 1554 ss. Voir presse d'avril à septembre 2009.

15) AB SR, 2011, S. 417.

16) BO CN, 2001, p. 638 s.

17) FF, 2008, p. 8263.

18) BO CN, 2008, p. 1892 s.

19) BO CE, 2009, p. 55 ss.

20) FF, 2010, p. 129 s.; DDPS, Informations (discours), 27.8.09; Bund, 28.1.09; SGT 23.2 et 3.4.09; NZZ, 4.5, 3.7, 20.8, 28.11 et 17.12.09.

21) BZ, 4.1.11; Presse vom 6.1. und 7.1.11; SGT, 11.1. und 14.1.11.